65e Année. — N° 76.

Le Numéro
10 CENTIMES

BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem. 3 m. 6 mois 1 an
Belgique, Nord et Boulogne. 8.» 15.50 30.»
France ..... 9.» 16.50 32.»
Union postale 15.» 28.»» 46.»

OUBLIER, C'EST TRAHIR

SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

65e Année. — N° 76.

MARDI
16
MARS 1920

Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

Un Accord intervenu entre les deux Gouvernements de Berlin et de Dresde

NOMBREUSES ET SANGLANTES COLLISIONS EN ALLEMAGNE

A PROPOS DE BATEAUX

La pauvreté de notre marine éprouvée par la guerre est un fait. L'avidité de nos alliés en est un autre, ainsi que l'avèrent surabondamment les discussions qui accompagnent le partage projeté de la flotte allemande. On ne s'explique pas que l'on nous conteste le droit d'en obtenir la meilleure partie quand il est vérifié que nos pertes furent les plus considérables.

On s'entend bien plus, de l'autre côté de nos frontières, à nous monter des bateaux que nous nous entendons à en construire. Si la réelle injustice dont nous sommes menacés s'accomplit ; si l'on nous frustre de notre droit certain de reconstituer notre flotte sur celle du vaincu et dans la mesure où celui-ci s'ingénia à la détruire, autant dire que nos alliés veulent condamner le pavillon français à disparaître de la surface des mers. Construisez ! pourraient-ils nous objecter s'ils ne savaient que l'anéantissement de nos usines et de nos mines nous interdisent de le faire. Quant à l'achat du tonnage à l'extérieur, l'état lamentable de notre change nous défend d'y songer. Nous sommes donc tributaires du fret étranger et l'on sait ce que cette contrainte nous coûte !

On sait qu'il n'y a pas moins de 4.500.000 tonnes de navires allemands en partage qui, logiquement, devraient représenter le gage de la victoire commune.

Il eût été juste même que ce gage fût réparti proportionnellement à la créance de chaque pays sur l'Allemagne. On n'a point retenu cette solution qui eût été préjudiciable aux intérêts britanniques et l'on s'est arrêté au principe de la répartition au prorata des dommages maritimes, mais sous réserve, qu'une discrimination serait faite entre le tonnage ennemi capturé en mer ou saisi dans les ports durant les hostilités et le tonnage livré à la clôture de celles-ci. Cette disposition arrêtée à la suggestion des yankees, d'accord avec l'Angleterre, aurait pour effet de laisser en toute propriété aux Américains les superbes paquebots allemands hospitalisés dans leurs ports. La masse du tonnage restant à partager au prorata des dommages serait donc abaissée à 2.800.000 tonnes, sur lesquelles 921.000 tonnes reviendraient à notre pays, dont la créance pourrait être bien plus forte si l'on consentait à ce qu'elle fût grossie, comme le bon sens le suggère, de tout le tonnage que nous ne pûmes construire pendant la guerre. Pas du tout. On paraît même tout disposé à donner à nos achats de navires à l'étranger le caractère de récupérations — et quelles récupérations que ces « sabots » de toute sorte ! — qui seraient encore déduites de notre créance de 921.000 tonnes !

Ces marchandages sont tout simplement odieux. Ils insultent à tous nos sacrifices et diminuent singulièrement la gratitude que nous portions à nos « Associés », au temps aboli de notre fraternité d'armes, quand ils croyaient alors prudent de taire leur intention de s'approprier plus tard la part du lion !

L... C...

INFORMATIONS

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE MADAGASCAR

Sur la proposition de M. Albert Sarraut, ministre des Colonies, a été désigné, pour le gouvernement général de Madagascar, M. Garbit, gouverneur général en disponibilité.

LES OPÉRATIONS DES CAISSES D'ÉPARGNE

Voici le relevé des opérations des caisses d'épargne ordinaires pour la période du 1er au 10 mars 1920:

Dépôts	29.564.145 37
Retraits de fonds	2.239.703 57
Excédents de dépôts ...	27.324.441 80

Excédents de dépôts du 1er janvier au 10 mars: 281.111.348 fr. 71.

LE PRIX DU CHARBON A PARIS

Paris, 15 mars. — La Préfecture de la Seine annonce qu'à partir du 16 mars, les prix des combustibles pour le chauffage central, le petit commerce et la petite industrie, ainsi que pour l'alimentation et l'hygiène, sont fixés comme suit: anthracite, gailletins et noix, 450 fr. la tonne; grains, 450 fr.; fines, 390 fr.; tout venant, 400 fr.; boulets et briquettes, 425 fr.

LES QUOTIDIENNES

LA POLITIQUE DU PAIN

On sait qu'un décret ministériel a relevé le prix du pain à partir du 1er mars. La grève des cheminots a retardé la mise en vigueur de la mesure. Les socialistes de la Chambre ont profité de ce délai pour intensifier l'agitation organisée autour de la question. L'interpellation de M. Pressemane, vendredi, est un acte de surenchère, rien de plus.

Les députés socialistes savent parfaitement, comme tout le monde, que l'augmentation qu'ils incriminent est une conséquence directe de la guerre et qu'il est impossible de maintenir le prix actuel du pain sans ruiner complètement nos finances et faire tomber notre crédit à l'étranger au dernier échelon. La politique du pain à bon marché a coûté des milliards à la France. Nécessaire pendant les hostilités, elle apparaît, aujourd'hui, comme une erreur économique dont les conséquences sont désastreuses pour le pays.

Les socialistes n'ignorent pas ces choses, mais au lieu de reconnaître franchement, honnêtement, la situation, ils n'hésitent pas, dans un misérable esprit de parti, à se servir d'un argument qu'ils savent faux pour dresser les ouvriers contre le gouvernement et surtout contre l'ordre social actuel. Le malheur, c'est que, en dernière analyse, la France est la victime innocente du trouble et de la haine semés dans les cerveaux et dans les cœurs.

Quand M. Pressemane menace le pays de la révolution si le décret est appliqué, le député socialiste fait de la déclamation purement et simplement. Il ne peut avoir aucune illusion sur l'effet de ses paroles. Le pays acceptera le sacrifice qu'on lui demande et qu'il sait indispensable, avec autant d'intelligence que de bonne volonté. Le pays est derrière les députés qui, à une immense majorité, ont approuvé l'attitude du gouvernement et ses déclarations.

L'opinion publique approuve le sous-secrétaire d'Etat au Ravitaillement quand il dit : « Le Gouvernement n'a pas eu seulement de préoccupation financière. Il a voulu enrayer le gaspillage du pain qui est particulièrement précieux en France. Il est impossible que le pain continue à être donné à manger aux veaux et aux porcs. Le pain est sacré pour les Français plus que pour n'importe qui. Le but du décret est de rendre au pain le respect auquel il a droit. »

Si les socialistes voulaient vraiment servir la classe ouvrière, ils uniraient leurs efforts pour l'instruire de ses véritables intérêts et ils la mettraient bien en face des données exactes des problèmes de l'heure présente. Cette besogne serait plus ingrate mais aussi infiniment plus utile que les excitations perfides auxquelles se livrent les meneurs qui exploitent la misère et en vivent.

Ceux qui rendent la vie chère, ce ne sont pas les ministres et les parlementaires dont la prévoyance évite une catastrophe à la nation. Ceux qui rendent la vie chère, ce sont les mauvais conseillers dont les prédications poussent le peuple au découragement, au sabotage et à la révolte. C'est la paix sociale qui ramènera l'équilibre économique. Il n'y a pas de salut pour les ouvriers, pas de salut pour les employeurs, en dehors d'une étude commune et loyale, par les professionnels, de l'organisation du travail. Toutes les promesses socialistes : nationalisation, socialisation, révolution, sont des calembredaines de politiciens, de la surenchère électorale. Au pays des promesses, on meurt de faim.

Maurice Aubert.

Le Coup d'Etat en Allemagne

La situation. — L'ancien Gouvernement résiste et l'Allemagne du Sud aussi. - Désordres sanglants : tués et blessés. Les grèves. — Nos mesures militaires.

Coup d'œil sur la situation générale

Paris, 15 mars. — Il est impossible de préciser nettement les événements qui se déroulent en Allemagne, en raison de la rigueur de la censure de Berlin. Il semble que les communications télégraphiques avec la capitale soient interrompues. Le dernier télégramme de M. de Marcilly est arrivé, au quai d'Orsay, dimanche matin, à 1 heure. Il ressort des nouvelles de différentes sources que le coup d'Etat resterait localisé à Berlin.

Selon le correspondant du « Times » la foule serait en train de piller certains quartiers ; la grève générale englobant tous les services publics a été proclamée. Le pain, déjà rare et cher, menace de manquer complètement.

Les cheminots ont invité Kapp à quitter la capitale. De tous les journaux, seul, le « Lokal Anzeiger » a paru.

La grève générale englobant tous les services publics a été également proclamée à Kiel, Brême, Hambourg et Ratisbonne.

La réaction en faveur du gouvernement régulier s'est encore accentuée à Cologne, Essen, Dusseldorff, Bochum, Duisbourg, Spandau et Francfort où la grève générale est attendue pour aujourd'hui. Par contre, à Leipzig les milieux militaires semblent favorables à Kapp, alors que les éléments populaires restent fidèles à Ebert.

A Munich, le gouvernement a remis le pouvoir à un général favorable au gouvernement régulier. Les nouvelles concernant le gouvernement régulier font défaut ; on sait seulement qu'il est en route pour Stuttgart où l'Assemblée nationale est convoquée pour mardi.

La résistance de l'ancien Gouvernement

Il interdit aux fonctionnaires d'effectuer un paiement au nom de Kapp

Le président Ebert et le chancelier Bauer ont avisé les fonctionnaires que le fait d'effectuer le paiement de bons signés par Kapp et ses sous-ordres constitue un acte illégal et que les fonctionnaires coupables seront tenus de rembourser de leurs deniers les sommes ainsi versées.

Le ministre Giesberts a notifié cette décision à l'administration des postes d'Empire.

Des généraux de la Reichswehr démissionnent

Selon la « Gazette de Francfort », toute une série de généraux de la Reichswehr ont donné leur démission afin de ne pas servir le gouvernement Kapp et ne pas violer leur serment à la Constitution. Parmi ces derniers se trouvent le général baron von Oldershaussen, chef d'état-major de la Reichswehr, remplacé par le colonel Bauer ; le général von Braun, chef de la division du personnel au ministère de la Reichswehr, et le général von Owen, commandant de la troisième brigade.

L'Allemagne du Sud n'accepte pas les faits accomplis

Carlsruhe, 15 mars. — On publie la note suivante :

Les gouvernements du sud de l'Allemagne qui, par un travail fatigant, sont parvenus à tirer, peu à peu, leur pays et leurs populations du chaos et de la misère, considèrent comme un crime à l'égard du peuple allemand que cette évolution vers une amélioration, montrée par un relèvement de la situation économique et des cours allemands, soit détruite par Berlin. S'appuyant sur leurs populations, ils s'opposeront de toutes leurs forces et avec la dernière énergie aux manœuvres anticonstitutionnelles, afin de protéger le peuple allemande de la misère qui menace Berlin. Ils ne reconnaissent que le gouvernement constitutionnel du Reich, jusqu'ici en activité.

Munich, Stuttgart, Carlsruhe, le 13 mars 1920.

Les présidents et ministres d'Etat :
Hoffmann, Blos Geiss.

L'attitude des Gouvernements confédérés

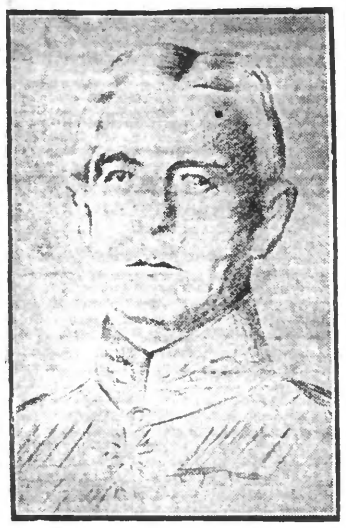
Dresde, 15 mars. — Le ministre d'Empire de l'Intérieur, M. Cock, a fait cette déclaration sur la situation :

Le gouvernement a obtenu de tous les gouvernements confédérés l'assurance de leur fidélité; mais le gouvernement prussien n'a pu faire connaître son sentiment, cependant les communications ont été rétablies avec le président supérieur de Prusse. De nombreux corps de troupes ont fait connaître au gouvernement de la défense nationale qu'ils ne sympathisaient pas avec le coup d'Etat; notamment les troupes saxonnes ont affirmé leur loyauté.

Le gouvernement de Wurtemberg prend toutes les mesures pour que l'Assemblée nationale puisse siéger à Stuttgart en toute sécurité. Tous les hommes politiques sérieux, ajoute le ministre, condamnent le coup d'Etat.

Le comte Posatewsky a refusé de faire partie du nouveau gouvernement. Le chef du parti démocratique s'est mis à la disposition du gouvernement Ebert.

A la fin de cette déclaration, le ministre a émis cette opinion : « Si les Alliés avaient autorisé l'Allemagne à avoir une armée nationale, le coup d'Etat n'eut pas pu se produire. »



LE GÉNÉRAL VON LUTTWITZ

L'Assemblée nationale constituante et les derniers événements

Berlin, 15 mars. — Le parti national allemand déclare que son opinion est que la continuation de l'existence de l'Assemblée nationale constituante n'est pas conforme à la nouvelle constitution qui n'est pas changée en raison des derniers événements.

Il croit que le nouveau gouvernement rétablira immédiatement la position constitutionnelle par de nouvelles élections.

En attendant, le parti aidera à l'organisation de toutes les forces de la nation en faveur de la paix, de l'ordre, de la liberté et de la dignité nationale.

LES TROUBLES

A BERLIN

Copenhague, 15 mars. — Des troubles sanglants se dérouleraient à Berlin où les conduites d'eau et de gaz ont été coupées. Tous les transports sont arrêtés, les magasins sont fermés, les habitants sont barricadés chez eux.

La révolution aurait éclaté dans le Sleswig : toutefois, le calme règne dans la deuxième zône.

A KIEL

Kiel, 15 mars. — Le commandant de la flotte aurait mis à la disposition du nouveau gouvernement ses forces navales, enjoignant à la population de continuer ses occupations dans le calme.

Des rencontres sanglantes ont eu lieu entre les dockers et les ouvriers du port.

A ESSEN : 30 TUES, 80 BLESSES

Des collisions sanglantes sont également signalées dans plusieurs grandes villes, notamment à Essen où l'on compte 30 tués et 80 blessés.

A Francfort, 15 tués et plus de 100 blessés.

A Weimar, l'hôtel des Postes a été attaqué à coups de grenades et de fusils. La garde civique a repoussé les assaillants qui ont subi des pertes.

LES GRÈVES

A Berlin, les typographes refusent de composer les manifestes du nouveau gouvernement.

A Hambourg, les ouvriers et employés des usines de Hambourg ont cessé le travail.

A Altenbourg, tous les mineurs se sont mis en grève.

A Kiel, les ouvriers des chantiers des grandes usines ont proclamé la grève générale. Les tramways ne circulent plus.

Les mesures militaires

Paris, 15 mars. — On croit savoir qu'il est question de doubler prochainement nos trois corps d'armée de Wiesbaden, Neustadt et Bonn.

Le haut-commissaire interallié des provinces rhénanes a conféré avec les chefs militaires alliés et a reçu, ensuite, le haut-commissaire allemand. M. Tirard a déclaré que toutes les mesures ont été prises, en vue du maintien de l'ordre dans les pays occupés. Les autorités alliées n'interviendront pas dans les manifestations politiques, à condition qu'elles ne troublent en rien la sécurité.

Les autorités alliées sont décidées à ne pas tolérer de grève des services publics, qui, en cas de besoin, seraient militarisés.

La répercussion à Amerongen

Les nouvelles du coup d'état militaire en Allemagne ont causé à Amerongen, où réside l'ex-kaiser, une grosse émotion. Mais il ne semble pas que ce dernier ait tenté jusqu'à présent de rentrer en Allemagne. Quoi qu'il en puisse être, les sentinelles qui gardent le château du comte Bentinck ont été doublées.

...et à Weiringen

A Weiringen, l'ex-kronprinz s'est montré très excité en apprenant les nouvelles, et à tout instant il s'est rendu au bureau du télégraphe pour en obtenir les plus récentes.

LE RELÈVEMENT DE LA FRANCE

Une interview de M. Millerand

New-York, 15 mars. — Le correspondant parisien de l'Associated Presse a interviewé M. Millerand qui lui a fait les déclarations suivantes :

M. Millerand a déclaré qu'il fallait maintenir une étroite amitié entre l'Amérique et la France et dissiper tous les malentendus qui se sont produits, dans certains cercles américains. Les mesures préconisées pour l'amélioration du change par ceux qui ne connaissent point la situation de la France, entraîneraient plutôt une aggravation qu'une amélioration. Les Américains qui nous disent de faire hausser la valeur du franc en augmentant les exportations, ne comprennent pas notre situation. Avant d'exporter, il faut reconstruire nos fabriques. Nous serons paralysés, tant qu'on n'aura pas réparé les dévastations de nos centres ouvriers les plus florissants. Les financiers américains nous conseillent l'exportation de notre or ; cela produirait une crise financière dangereuse. On dit que nous avons trop attendu pour l'augmentation des impôts. Qu'on se rappelle le fait que les Etats-Unis ont mobilisé 17 0/0 des hommes en âge de servir et la France 89 0/0. Les affaires étaient donc paralysées et les contribuables absents.

M. Millerand conclut :

La France est déterminée à se relever de ses ruines, à faire l'effort fiscal nécessaire et à prendre toutes les mesures que nécessitera la situation.

Vols dans un dépôt du Ministère des Régions libérées

Dix fonctionnaires arrêtés

Paris, 15 mars. — A la suite de nombreux vols commis dans un dépôt du ministère des régions libérées, situé à Aubervilliers, une surveillance établie par la police judiciaire, a abouti à l'arrestation de dix fonctionnaires du ministère des régions libérées, dont un chef de service décoré de la Légion d'honneur. Six d'entre eux ont été envoyés au dépôt.

Troubles graves à Teschen

Un officier français tué, un autre blessé
La loi martiale proclamée

Londres, 15 mars. — Le correspondant du « Daily Express », à Vienne, télégraphie que, depuis trois jours, des troubles se succèdent sans interruption dans le territoire de Teschen, où un plébiscite a lieu, entre les Polonais et les Tchèques, pour la possession des mines. Un véritable chaos y règne, et les troupes alliées qui surveillent les opérations du plébiscite sont impuissantes à réprimer ces désordres.

Des soldats français et italiens ont été maltraités par les fauteurs de désordre. Un officier français a été grièvement blessé, un autre tué d'un coup de feu. La commission alliée a proclamé la loi martiale à Teschen, et des perquisitions ont eu lieu partout pour rechercher les armes détenues par la population.

Les Tchèques accusent la mission polonaise d'avoir introduit dans la région 900 officiers polonais et de les avoir armés de revolvers et de mitrailleuses.

DERNIÈRE HEURE

UN COUP DE THEATRE

La crise serait terminée en Allemagne

UN ACCORD ÉTABLI entre les deux gouvernements de Berlin et de Dresde

Berlin, 15 mars. — Une édition spéciale de la « Deutsche Allgemeine Zeitung » annonce que l'accord s'est fait entre les deux gouvernements de Berlin et de Dresde.

La crise est terminée. L'accord s'est établi sur les bases suivantes : 1° Kapp renonce à former le Cabinet ; 2° Un nouveau Cabinet sera constitué, composé d'experts ; 3° De nouvelles élections au Reichstag auront lieu, dans un délai de deux mois ; 4° Le nouveau Président de la République allemande sera élu non par cette assemblée, mais par le peuple ; 5° En attendant, Ebert reste au pouvoir ; 6° Le Conseil économique d'Empire et les Conseils d'exploitation seront transformés en une deuxième Chambre, dite Chambre du travail.

Les conditions de l'accord entre les deux Gouvernements

Berlin, 15 mars. — Le nouveau gouvernement confirme qu'il est entré, suivant la décision de l'ancien gouvernement, en rapport avec celui-ci. Il sera formé un Cabinet de spécialistes avec adjonction de ministres spécialistes de l'ancien gouvernement.

Les élections au Reichstag et à l'assemblée prussienne, auront lieu dans un délai de deux mois. La nomination du président de l'Empire aura lieu dans le même temps par plébiscite; le président Ebert conservera la présidence jusqu'aux prochaines élections. Une deuxième Chambre de travail sera créée par la constitution définitive du Conseil économique de l'Empire et des conseils d'exploitation.

Le mot de l'énigme

Paris, 15 mars. — Si la nouvelle, publiée par la « Deutsche Allgemeine Zeitung », de la conclusion d'un accord entre le gouvernement de Berlin et celui de Dresde, se confirme, c'est la tendance réactionnaire qui, finalement, l'emporte à Berlin. Certes, à première vue, Kapp ne forme pas le nouveau Cabinet, mais de son côté, le Cabinet démocratique Bauer disparaît, et les comparses Kapp et Luttwitz voient, sans difficultés, leurs idées triompher. Les bases sur lesquelles le compromis s'est établi en sont la preuve.

On a le droit de demander si l'on ne se trouve pas en présence d'une machination suffisamment préparée, pour transmettre le pouvoir à des hommes moins avancés et, sans doute, moins résolus encore à faire exécuter le traité de Versailles.

C'est pourquoi les Alliés, jusqu'à plus ample informé, ne peuvent que se montrer réservés à l'égard d'un changement d'orientation qui, à première vue, ne semble pas faciliter leur tâche.

LE MARECHAL FOCH EST ARRIVÉ A MAYENCE

Magdebourg, 15 mars. — Le maréchal Foch est arrivé à Mayence et doit en repartir mardi soir.

UN APPEL A LA POPULATION DE MAYENCE

Mayence, 15 mars. — L'appel suivant vient d'être lancé à la population de Mayence par le parti démocratique:

Nous nous plaçons avec la résolution la plus ferme, derrière le gouvernement d'Empire, conforme à la Constitution et à l'assemblée nationale. Nous condamnons et nous rejetons toute tentative de droite ou de gauche, destinée à désunir le peuple allemand; nous nous réclamons de l'idée allemande.

Signé: Le Parti démocratique, le Parti social-démocrate, le Parti du centre.

Bruit d'un ultimatum du maréchal Foch ?

LA NOUVELLE DEMENTIE

Mayence, 15 mars. — La « Gazette Populaire de Cologne » reproduit une information disant :

« Le « Vorwaerts », dans une édition spéciale, annonce que d'après des informations de Dresde, le maréchal Foch a adressé, au nom de l'Entente, un ultimatum de 6 heures pour désarmer les troupes maîtresses de Berlin.

» La « Gazette Populaire de Cologne » a fait une démarche personnelle auprès de la Chancellerie d'Empire ; il fut répondu qu'on ne connaissait rien de tel. D'après des milieux bien informés de Mayence, nous croyons savoir qu'il n'en est rien. »

LES GREVES

A Breslau, la grève générale a été décidée. Le trafic des trains est suspendu.

DESORDRES SANGLANTS A KIEL

Kiel, 15 mars. — Des désordres sanglants se sont produits. Les ouvriers des chantiers navals se sont armés et ont opposé une résistance à la Reischwehr et à la Sicherheitswehr. On signale des morts et des blessés.

A LEIPZIG

Une dizaine de morts et blessés

Bâle, 15 mars. — On mande de Leipzig: La grève générale a été déclanchée dimanche. Des rencontre sanglantes se sont produites, à midi, entre les personnes qui avaient assisté à des réunions et des membres de régiments volontaires temporaires. Il y a une dizaine de morts et de blessés grièvement.

BAGARRES A BERLIN

Cologne, 15 mars. — On assure que des bagarres se sont produites lundi à Berlin entre la foule et les soldats. Il y aurait des morts.

LA VILLE DE SARREBRUCK ES CALME

Sarrebruck, 15 mars. — Contrairement aux bruits publiés par certains journaux étrangers, la ville de Sarrebruck est complètement calme.

LES CHEMINOTS VONT DECLARER LA GRÈVE

Londres, 15 mars. — On mande de Berlin:

« Les cheminots ont demandé la formation d'un gouvernement de coalition où les chefs des syndicats seraient représentés. M. Kapp refusant, les cheminots vont déclarer immédiatement la grève générale. »

M. MILLERAND REÇOIT LE GENERAL MANGIN ET M. MAYER

Paris, 15 mars. — Le général Mangin a été reçu lundi, par le Président du Conseil.

M. Millerand a reçu aussi M. Mayer, chargé d'affaires d'Allemagne.

LE MARECHAL WILSON APPELÉ A LONDRES

Londres, 15 mars. — Le maréchal Sir Henri Wilson, chef d'état-major de l'armée impériale britannique, a été rappelé d'urgence à Londres par son gouvernement.

MM. EBERT ET BAUER A STUTTGART

Cologne, 15 mars. — MM. Ebert et Bauer sont arrivés à Stuttgart, où doit avoir lieu mardi, la réunion de l'assemblée nationale.

DEMISSION DU MINISTERE BAVAROIS

Londres, 15 mars. — On mande de Munich (Officiel) :

« Le ministère bavarois a donné sa démission. Le Landtag de Bavière se réunira mardi et traitera la question du nouveau ministère; les ministres actuels resteront en fonctions. »

A la Commission sénatoriale des Régions libérées

Le paiement des dommages aux sinistrés

Paris, 15 mars. — La Commission sénatoriale des régions libérées s'est réunie, lundi, sous la présidence de M. Ribot; elle a entendu les ministres intéressés.

M. Ogier lui a indiqué qu'on devra modifier le texte de la loi pour assurer aux sinistrés le paiement des dommages qui, actuellement dépasseraient les possibilités de notre trésorerie. Il faudrait donc supprimer les service des envois et remplacer les paiements actuels, en espèces, par la remise de titres à paiements échelonnés et portant intérêt que les sinistrés pourraient escompter eux-mêmes. M. Ogier a, d'autre part, exposé les mesures propres, selon lui, à enrayer la hausse des salaires et la crise de la main-d'œuvre.

La Commission a procédé, ensuite, à un échange d'observations auxquelles ont pris part MM. Milliès-Lacroix, Touron, Doumer et Giard.

LES IMPOTS devant la Commission des finances

Paris, 15 mars. — La Commission des finances a repoussé un amendement demandant l'établissement d'un impôt annuel sur le capital. Elle a ensuite commencé la discussion des nouvelles ressources ; elle a admis le renouvellement des droits sur les denrées coloniales.

Quant à l'impôt sur le chiffre d'affaires, son taux de 10 0/0 sur les objets de luxe et de 1 0/0 sur les autres objets, denrées et marchandises, il y a lieu de remarquer qu'il ne doit pas s'ajouter à la taxe de luxe telle qu'elle est établie et perçue mais qu'il la remplacera.

L'Office national de la Presse

Demande de dissolution immédiate

Paris, 15 mars. — Le Comité de l'Office National de la Presse a adressé, à M. Millerand, une lettre dans laquelle il demande une dissolution immédiate de l'Office. Le Comité justifie cette demande du fait qu'il avait cru à la réalisation des promesses qui résultaient de l'entrevue du 6 mars.

LES GRÈVES

Menaces de grève des mineurs de St-Etienne

Saint-Etienne, 15 mars. — Les mineurs de Saint-Etienne réunis, lundi, à la Bourse du Travail, ont voté un ordre du jour déclarant qu'ils sont prêts à déclarer la grève générale, dans tout le bassin, s'ils n'obtiennent pas l'augmentation de salaire demandée.

EN BELGIQUE

Bruxelles, 15 mars. — « Le Peuple » annonce que la grève générale a éclaté aujourd'hui à Anvers et à Gand, parmi les travailleurs du bois.

Gand, 15 mars. — La grève a éclaté au port parmi les dockers. Ils réclament une augmentation de salaire.

Un Congrès de mineurs à Bruxelles

Une demande d'augmentation de salaires de 15 o/o

Bruxelles, 15 mars. — Le Congrès des mineurs, réuni à Bruxelles, a décidé de se rallier à l'augmentation de salaires de 15 0/0 prenant date au 1er mars dernier, pour tous les travailleurs employés aux mines, quel que soit leur emploi et qui avait été décidée par la Commission des mines.

Une motion proposant l'organisation de la grève générale pour le 1er mai a été retirée.

Pour faire baisser le coût de la vie

Une résolution des métallurgistes du bassin de Charleroi

Charleroi, 15 mars. — Les ouvriers métallurgistes du bassin de Charleroi ont décidé de ne plus demander d'augmentation de salaires, mais ils insisteront, auprès du gouvernement, pour que les bénéfices du commerce et de l'industrie soient limités de manière à faire baisser le coût de la vie.

Un tramway emballé à Charleroi

Un tué. — Trente blessés

Charleroi, 15 mars. — Un tramway qui avait été abandonné par son wattman, a dévalé une rue en très fort pente. Un voyageur a été tué; il y a une trentaine de blessés dont trois grièvement.

DERNIÈRES NOUVELLES RÉGIONALES

Les relations diplomatiques de la France avec le Vatican

L'opinion de Mgr Charost, évêque de Lille

Mgr Charost, évêque de Lille, a fait les déclarations suivantes sur le projet de reprise les relations diplomatiques de la France avec le Vatican :

Nous allons réparer la plus grande faute que nous ayons commise depuis Sadowa, et le moment est bien choisi de le faire avec le Pape actuel. L'activité de Benoit XV s'est appliquée à toutes les questions européennes; elle s'est formée dans les chancelleries et elle a l'empreinte de traditions diplomatiques. On a critiqué sa conduite à certains moments dans les diverses phases de la guerre. Il ne faut pas oublier qu'il était le père de la grande famille catholique.

J'espère, ajoute Monseigneur, que la reprise de ces relations permettra d'envisager, dans un avenir plus ou moins prochain, la question du statut légal de l'Eglise de France, et même que les biens disponibles encore actuellement, et provenant de cette Eglise, lui seront rendus.

Notre influence sur les œuvres de protectorat d'Orient pourra en recevoir un appui considérable ; elle répondra, d'ailleurs, au vœu de la grande majorité de nos populations, elle sera un moyen de paix religieuse et par conséquent, de paix sociale, car l'une ne va pas sans l'autre.

PARRICIDE INVOLONTAIRE A BETHUNE. — M. Marcel Cossart, 29 ans, surveillant à la Reconstitution industrielle, manipulait dimanche soir un revolver en compagnie de sa mère, âgé de 54 ans, à qui il voulut démontrer le maniement de l'arme. Une cartouche laissée dans le canon atteignit Mme Cossart à la tempe gauche; elle expira peu après.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

Liverpool, 15 mars. — Cotons. — Ouverture sur Mai, 2528; juillet, 2436; octobre, 2287.

Le Havre. (Clôture). — Ventes, 1000 balles, tendance calme. — Mars, 720; avril, 719; mai, 707; juin, 704; juillet, 693; août, 685; septembre, 680; octobre, 648; novembre, 630; décembre, 626; janvier, 623; février, 606.